



Déclaration liminaire de la FSU 24 au CSAsd

Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CSAsd,

Au-delà des chiffres, c'est la santé mentale des personnels qui est aujourd'hui en jeu avec une profession à bout de forces. La carte scolaire que vous nous présentez ne se résume pas à une soustraction de postes, elle agit comme un puissant vecteur de souffrance au travail. Partout en Dordogne, les enseignants s'épuisent face à un sentiment d'impuissance délétère : celui de ne plus pouvoir accomplir leur mission faute de moyens, de voir l'inclusion se transformer en maltraitance institutionnelle et de porter seuls le poids des carences de l'État. Cette déconnexion entre les injonctions ministérielles et la réalité d'un terrain exsangue engendre une détresse profonde, où la perte de sens et l'érosion du bien-être professionnel deviennent la norme. Par cette déclaration, la FSU 24 entend dénoncer une politique qui, en sacrifiant le service public, sacrifie d'abord ceux qui le font vivre, les poussant chaque jour un peu plus vers la rupture.

Nous siégeons aujourd'hui dans un contexte d'étranglement délibéré du service public d'Éducation. Si nous nous adressons à vous, représentante de l'État dans ce département, c'est pour dénoncer une trajectoire politique nationale qui sacrifie l'école républicaine sur l'autel d'une idéologie comptable. Cette carte scolaire ne répond à aucune ambition pédagogique ; elle est le pur produit d'une calculatrice froide manipulée depuis les ministères, au mépris des réalités de notre territoire.

Le budget de l'État acte un renoncement historique : l'Éducation n'est plus une priorité, elle est devenue une réserve de crédits. Alors que l'école devrait être le moteur de l'inclusion et de l'égalité, le gouvernement choisit de sabrer dans les effectifs. Ce démantèlement méthodique n'est pas une fatalité gestionnaire, c'est un choix politique conscient de rupture avec le socle de notre République.

Pour notre département, la sentence tombe : une dotation négative de **11,5 postes**. Madame l'Inspectrice d'Académie, vous portez la lourde responsabilité de traduire ces coupes budgétaires en fermetures de classes. Ne nous parlez pas de "pilotage qualitatif" : on ne fait pas mieux avec moins dans un département déjà exsangue.

Pour la FSU 24, la baisse démographique invoquée par le ministère est un écran de fumée. Elle devrait au contraire être saisie comme une opportunité historique pour réparer l'école. Plutôt que de supprimer ces 11,5 postes, l'État aurait dû les réinjecter pour répondre à l'urgence :

- **Le Remplacement** : Le droit à la formation est devenu une fiction et les élèves perdent des semaines de cours faute de remplaçants. Supprimer des postes, c'est organiser l'abandon des élèves.
- **Le dispositif "Plus de Maîtres que de Classes"** : Sacrifié sur l'autel de la rentabilité, il est pourtant un levier efficace pour l'étayage des élèves en difficulté. A l'heure où tout est pilotage par les évaluations, jamais ce dispositif n'a été évalué.
- **Les RASED** : Les enseignants spécialisés sont les sentinelles de la difficulté scolaire. Les affaiblir, c'est choisir d'exclure les plus fragiles dès le plus jeune âge.

Nous dénonçons l'hypocrisie de l'« École Inclusive » telle qu'elle est imposée aujourd'hui. Sans moyens humains, sans baisse drastique des effectifs et sans structures de soins spécialisées (CMP, IME...), l'inclusion devient une injonction de souffrance.

- **Pour les enseignants** : C'est une dégradation brutale des conditions de travail, menant à l'épuisement professionnel face à des situations ingérables sans accompagnement AESH ou formation.
- **Pour les élèves** : C'est une maltraitance institutionnelle. Un élève à besoins particuliers sans outils adaptés n'est pas inclus, il est exposé. Le climat scolaire s'en trouve dégradé pour l'ensemble de la classe.

La mise en place des PAS ne résoudra rien, car cela s'opère au mieux à moyens constants, en finançant les postes sur la dotation négative.

Il est temps que le gouvernement prenne la mesure de sa responsabilité dans la fracture territoriale. En Dordogne, la désertification des services publics est totale : déserts médicaux, disparition des services postaux, transports défaillants. L'école est souvent la dernière institution debout.

Soyons clairs : cette politique d'abandon fait le lit de l'extrême droite. En organisant la relégation de nos territoires ruraux, en traitant les élèves du Périgord comme de simples variables comptables, le gouvernement alimente un sentiment d'injustice qui se transforme en colère électorale. Fermer une classe dans un village, c'est envoyer un signal de fin de vie à une commune et nourrir le ressentiment contre des institutions qui ne protègent plus.

Madame l'Inspectrice d'Académie, nous ne serons pas les complices de cette massacre commandé par Paris. Nous exigeons un plan d'urgence pour l'Ecole. La FSU 24 continuera de se battre pour une école publique, rurale et ambitieuse, dernier rempart contre le désespoir et les extrêmes.